

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SG/Q1/KOR/4**

12 mai 1998

(98-1877)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

## NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

### Questions posées par les ÉTATS-UNIS à la CORÉE<sup>1</sup>

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 avril 1998.

La Loi relative au commerce extérieur de la Corée utilise parfois l'expression "dommage grave" et se contente dans d'autres cas de l'expression "dommage", ce qui laisse planer un doute sur le critère appliqué par la Commission coréenne du commerce extérieur lorsqu'elle procède à des déterminations. En particulier, l'article 27 de la loi mentionne la "détermination" concernant l'existence d'un dommage causé à la branche de production nationale ..." et l'article 28 autorise la Commission à recommander l'adoption de mesures correctives lorsqu'elle a "déterminé, à la suite de l'enquête ... qu'un dommage a été causé à la branche de production nationale ...". Veuillez préciser quel critère la Corée applique pour déterminer l'existence d'un dommage dans la domaine des sauvegardes et comment elle définit le terme "dommage".

La Corée donne-t-elle aux parties intéressées la possibilité de répondre aux exposés d'autres parties, comme l'exige l'article 3:1 de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes?

Les mesures correctives décrites à l'article 73 de la Loi sur le commerce extérieur, y compris le "soutien fourni à partir de divers fonds auxquels l'État contribue pour protéger, promouvoir ou reconverter la branche de production nationale, ou soutien en matière de fiscalité" sont-elles des mesures dont la Commission du commerce extérieur peut recommander l'adoption dans une affaire concernant des sauvegardes? S'agit-il de subventions accordées par les pouvoirs publics?

---

<sup>1</sup> G/SG/N/1/KOR/3.